

## Assassinats ciblés : définition et anatomie janvier 2007

### Définition de « assassinats ciblés »

La définition du terme « assassinats ciblés » (« *targeted killing* » en anglais) est utile dans la mesure où elle permet une distinction par rapport au terme « assassinats » dans le sens « meurtre » (« *assassination* » en anglais). L'assassinat ciblé constitue l'assassinat intentionnel d'un individu spécifique ou d'un groupe d'individus, qui provient d'une décision prise explicitement par un gouvernement. Il s'agit d'une pratique mise en œuvre par un pouvoir politique qui la justifie par la précision de l'acte. Le principal État concerné par cette politique est Israël qui a la particularité de posséder une doctrine officielle d'assassinats ciblés, et aussi les USA (surtout après le 11-septembre). Deux raisons sont à l'origine de la distinction par rapport au meurtre (« *assassination* » en anglais) : d'abord, tout meurtre est normalement connoté péjorativement étant donné qu'il implique le recours à des moyens fourbes ; ensuite, le terme « *assassination* » fait normalement référence aux meurtres de personnes politiques, alors que les « *targeted killing* » sont normalement dirigés contre des agents de terrains (terroristes) et non contre les leaders politiques. En fait, normalement le terme « *assassination* » fait référence à des meurtres ordonnés pour des raisons politiques. Dans l'imaginaire collectif américain, la mort de J.F. Kennedy, celle de Martin Luther King ou encore celle de Abraham Lincoln ont été des « *assassinations* » puisqu'elles sont associées à des idées de tragédie, de perte et de trahison. Les « *targeted killing* » concernent plutôt l'exercice de la force dirigé contre un combattant ennemi dans un environnement hostile. Le but est d'éliminer un ennemi spécifique qui a déjà été responsable d'une certaine violence contre l'État qui ordonne son exécution dans le but d'éviter qu'il commette d'autres actes violents dans le futur.

Si les assassinats ciblés sont polémiques, le choix concernant le terme pour désigner une telle pratique l'est tout autant. En français, cela se désigne par « assassinats ciblés ». En anglais, on peut utiliser aussi bien « *targeted killing* », ce qui suggère que l'acte est commis dans le cadre d'une guerre, ou bien « *targeted assassination* », lorsque l'on veut être plus critique à l'égard de cette pratique et que l'on prétend souligner qu'il s'agit d'un acte de tuer qui se rapproche beaucoup de l'homicide. Quant au terme officiel utilisé par Israël, « prévention ciblée », il est évident que son but est de créer un euphémisme quant à la violence de l'acte. Ainsi, la dénomination de l'acte dépend avant tout de la gradation de la justification et de la légitimité que l'on veut lui donner.

### Anatomie des assassinats ciblés en Israël

Depuis son indépendance, Israël suit une politique d'assassinat ciblé plus ou moins explicite. Des Palestiniens sont donc identifiés, localisés et tués sur la base d'un calcul de leur dangerosité. Les acteurs majeurs de cette politique sont les trois principaux services de renseignements israéliens : Service de sécurité générale (GSS), connu par Shin Bet (service de sécurité et de renseignements intérieurs, responsable également des activités de contre-espionnage. C'est l'équivalent israélien de la DST française) ; Mossad qui signifie "Institut pour les renseignements et les affaires spéciales" (est en charge du domaine extérieur, prévient notamment les attaques terroristes de l'extérieur - hors Israël et Territoires occupés qui sont de la responsabilité du Shin Bet. Ses missions sont le renseignement, le contre-espionnage et l'action. C'est l'équivalent de la DGSE en France) ; Aman : service de renseignements militaires au sein de l'IDF (*Israel Defense Forces*).

Les assassinats ciblés commencent par une évaluation, faite par les services de renseignements israéliens, des activités et du danger potentiel des militants palestiniens. Cette évaluation est souvent faite après que des collaborateurs palestiniens informent les services de renseignements israéliens de la localisation d'individus qui puissent représenter un danger pour Israël. Les collaborateurs, volontaires ou forcés, sont les principaux fournisseurs des informations qui permettent d'aboutir aux assassinats

ciblés. Ensuite les agences de renseignements préparent minutieusement un rapport sur le passé du suspect et établissent les potentialités d'un nouvel engagement dans des attaques futures. Ces informations sont après évaluées par un groupe de l'IDF incluant le commandant de la région et des avocats militaires. Puis une recommandation est faite «pour» ou «contre» l'assassinat. Si le «pour» l'emporte, il ne reste plus qu'à attendre le feu vert final donné par un groupe de militaires et de politiques de haut niveau, supervisé par le Premier ministre. Pour des cibles particulièrement importantes, comme le cheik Yassin, le Cabinet est aussi consulté. Après que ce feu vert soit donné, le nom du ou des militants est mis sur la liste des cibles et cette liste est fournie à toutes les branches des services de renseignements. Ensuite, une fois assurée que l'opération sera menée sans perte en vie humaine israélienne et que la future victime ignore certaines précautions nécessaires à sa sécurité, l'assassinat est programmé. Le contexte international, le souci de l'image d'Israël et le désir de ne pas s'attirer trop de condamnations internationales affectent chaque opération. Israël n'assassine jamais sans avoir préparé une couverture politique et médiatique présentant la victime comme un terroriste hautement dangereux. Une fois la victime choisie, tous les bureaux de renseignements se lancent dans sa surveillance constante: famille, notamment épouse, lieux de résidence ou de passage, travail, habitudes, amis, marque et modèle de son automobile, le garage où elle le range, ses autres moyens de transports, même la marque de cigarette qu'elle fume. Plus il y a de détails, plus l'assassinat sera précis. Pour améliorer ses chances de succès, Israël a dû se lancer dans un investissement massif de ses services de renseignements, leur donner des capacités de réponses rapides et maintenir un réseau solide dans les territoires palestiniens. Avi Dichter, ancien chef du Shin Bet, affirme à ce sujet que «quand un enfant palestinien dessine le ciel, il ne le fait jamais sans dessiner un hélicoptère». Les Israéliens disposent par ailleurs de vastes moyens technologiques pour obtenir des données : écoutes téléphoniques, espionnage, jumelles perfectionnées, lunette pour vision de nuit, drones, photographies, images satellites. Il existe aussi une utilisation conjointe de tous les moyens disponibles grâce à une collaboration entre tous les services militaires et civils qui offre une efficacité accrue dans les opérations. De plus, un système efficace de partage d'informations est établi pour que les données récupérées par les services de sécurité puissent être rapidement transmis à d'autres sections comme *Israël Air Force*. Au fil du temps, Israël a décidé d'éviter au maximum d'employer son personnel dans les assassinats pour éviter soit leur perte soit leur arrestation, ce qui provoquerait un scandale médiatique et politique. Plusieurs moyens ont donc été privilégiés pour mener cette politique et, au fil du temps, certains seront abandonnés au profit d'autres : lettres et colis piégés, dans les années 1940-1960; et plus récemment le téléphone fixe, c'est-à-dire faire exploser l'engin après confirmation de l'identité de celui qui répond ; le portable ; les téléphones publics ; la voiture piégée ou le placement de bombes dans des voitures stationnées sur une route utilisée fréquemment par la victime et qui explosent quand celle-ci passe ; les bombes directement posées dans les maisons des victimes ; l'utilisation de raids ; l'empoisonnement. Actuellement, Israël utilise également d'autres techniques plus évoluées : hélicoptères Apache et Cobra capable de tirer des roquettes avec une grande précision. Encore plus sophistiqués que cela sont les UAV (*Unmanned Aerial Vehicles*) ou drones qui sont, non seulement utilisés dans la surveillance de suspects, mais qui sont également armés afin d'atteindre les cibles.

## **Historique des assassinats ciblés israéliens : de l'indépendance à la Seconde intifada janvier 2007**

La pratique des assassinats ciblés se situe dans l'Histoire de la politique de l'État hébreu. Telle qu'elle est justifiée, il ne s'agit pas simplement d'une politique d'assassinats de dirigeants étrangers. En effet, pour les Israéliens, les crimes majeurs ne doivent pas rester impunis, d'où la mise en place de cette politique d'élimination de ce qu'ils considèrent être des terroristes d'après le calcul de la dangerosité qu'ils représentent. Israël recourt aux assassinats ciblés depuis son indépendance, même si jusqu'à récemment l'implication de l'État n'était pas toujours explicite. On se rendait juste compte que lorsque l'intensité du conflit arabo-israélien était élevée, le nombre d'assassinats ciblés l'était aussi et que dans des moments plus pacifiques, ils diminuaient. Si l'État hébreu ne rendait pas toujours publique sa responsabilité, celle-ci se trouvait toutefois souvent révélée par le professionnalisme des actes, par l'effort de minimiser les dommages collatéraux et occasionnellement par la sophistication des moyens utilisés (comme les hélicoptères de combat ou des avions de chasse F16) ou encore par l'identité des cibles. En plus, l'État d'Israël ne commentait pas les attaques où il était impliqué mais niait catégoriquement celles où il ne l'était pas.

Dans les années 1950, Israël centre ses assassinats ciblés sur l'Égypte pour éviter leurs attaques. Dans les années 1960, ce sont des scientifiques allemands qui développaient des missiles en Égypte qui sont les victimes de courriers piégés qui ont un certain effet dissuasif étant donné que si les bombes ne tuent pas leur cible, elles les persuadent toutefois de rentrer chez elles en Allemagne.

À l'origine, ces actes n'étaient donc pas revendiqués. L'exemple le plus connu est celui de « Munich ». En 1972, huit Palestiniens, membres du groupe Septembre noir, pénètrent dans le village olympique de Munich et prennent en otage des membres de la délégation israélienne. Ils réclament la libération de 200 compatriotes emprisonnés en Israël. La prise d'otages se termine dans un bain de sang, avec la mort des 11 athlètes israéliens, de cinq terroristes et d'un policier allemand. Cet épisode traumatisera les Israéliens, d'autant plus qu'il se déroule en Allemagne. C'est en quelque sorte ce massacre de Munich qui vient galvaniser la pratique des assassinats ciblés. Israël établit le Comité X présidé par le Premier ministre Golda Meir et par le ministre de la Défense Moshe Dayan. Le comité supervise une mission dans laquelle les agents du Mossad doivent tuer les responsables de « Munich », car pour les Israéliens, un tel crime ne peut et ne doit pas rester impuni. Mais ce n'est que le 22 novembre 1993 que l'État hébreu reconnaît avoir « organisé méthodiquement la liquidation » des Palestiniens responsables et que Golda Meir donnait son feu vert pour chaque assassinat au coup par coup. L'opération « colère de Dieu », dont le but est de venger « Munich », débute en octobre 1972. En 1973, il y avait déjà 13 morts. Le sang innocent n'est pas épargné. En 1973, les agents du Mossad tuent un Marocain en Norvège le prenant pour le leader de Septembre noir. Cependant cette erreur ne les décourage pas. En avril 1973, trois dirigeants de l'OLP sont assassinés à Beyrouth lors d'une opération conduite par Barak déguisé en femme.

Dans les années 1980, il y a plusieurs tentatives de tuer Arafat qui, malgré l'utilisation de voitures piégées et d'attaques aériennes, s'en tire toujours. Un *sniper* révèle qu'il a eu l'occasion de tuer lors de la cérémonie réalisée pour le départ de l'OLP du Liban mais qu'il n'en avait pas reçu l'autorisation en raison de la présence d'Américains et d'autres diplomates. Le numéro 2 de l'OLP, Abu Jihad, lui est bien tué par 77 balles en 1988 en Tunisie lors d'une opération menée par le Mossad et l'armée et planifiée par Barak. L'émergence du Hezbollah en tant que menace dans les années 1980 transforme aussi ses membres en victime du gouvernement israélien, comme le montre les assassinats du cheik Ragheb Harb en 1984 (dirigeant du Hezbollah dans le sud du Liban) ou du Sheik Musawi, en 1992 (secrétaire général du Hezbollah).

Avec Oslo en 1993, Israël cesse ses opérations militaires contre l'OLP mais continue à attaquer les organisations terroristes, comme le Hamas et le Jihad islamique. En octobre 1995, Shikaki, le chef

du Jihad islamique palestinien, est tué à Malte, ce qui perturbe fortement l'Organisation étant donné que personne de compétent n'émerge pour le remplacer. En janvier 1996, Ayyash, connu comme l'«Ingénieur», est aussi tué à l'aide d'une bombe posée dans son portable par le Shin Bet, ce qui entraîne des représailles du Hamas qui discréditent Shimon Peres (Parti travailliste), favorisant l'élection de Netanyahu. En septembre 1997, deux agents du Mossad manquent de tuer Meshal, chef du bureau politique du Hamas à Amman. Les deux agents, munis de passeports canadiens (ce qui complique d'ailleurs les relations avec le Canada), devaient attendre Meshal devant l'immeuble de son bureau, s'arranger pour le frôler à sa descente de la voiture et le piquer discrètement à l'aide d'une seringue miniature remplie de poison. La mort arriverait 48 heures plus tard. Mais au lieu de le frôler, les agentes l'ont bousculé, le faisant tomber et se sont mis à courir, éveillant les soupçons du garde du corps qui parvient à les rattraper. Ils sont immédiatement livrés à la police. Informé de l'échec de l'opération, Netanyahu envoie aussitôt le chef du Mossad, Dani Yatom, tout révéler au roi Hussein qui était furieux qu'Israël ait commis un tel acte dans un pays ami. Avant de rentrer, Yatom lui laisse l'antidote qui sauvera la vie à Meshal, mais le roi continue à se sentir trahi. Netanyahu décide alors d'envoyer en Jordanie, cette fois-ci un émissaire politique, Ariel Sharon. En trois heures l'affaire est réglée, mais le prix à payer est lourd pour Israël : la libération de 70 Palestiniens détenus en Israël dont le guide spirituel du Hamas, le cheik Yassin.

Si les relations avec la Jordanie sont ainsi apaisées, sur le plan interne les retombées du fiasco restent encore à venir. La presse israélienne se déchaîne, bien comme les anciens chefs du Mossad. Le problème n'est pas du tout la tentative d'empoisonnement, mais son échec spectaculaire. Mis personnellement en cause par ce fiasco, le Premier ministre décide de former une commission d'enquête, dont il choisit lui-même les membres, pour déterminer les responsabilités. Netanyahu est bien évidemment blanchi et de graves erreurs sont alors révélées. Contrairement aux procédures courantes, aucun officier supérieur n'avait inspecté les lieux avant l'opération. Il n'y avait pas de plan B en cas de problèmes. Pire, quatre agents ayant participé au montage de l'opération s'étaient réfugiés dans l'ambassade israélienne après l'arrestation des deux autres, ce qui est contraire à toutes les consignes. Plus tard Yatom demandera sa démission, ce qui soulagera Netanyahu étant donné qu'Hussein exigeait le départ du coupable avant de rétablir des relations avec l'État hébreu. Ce fiasco vient surtout contraster avec la réputation du Mossad et l'idée de son invincibilité.

## **Historique des assassinats ciblés israéliens : les nouveautés introduites par la Seconde Intifada janvier 2007**

Israël poursuit une politique d'assassinats ciblés, en identifiant, localisant et exécutant des présumés terroristes palestiniens sur la base d'un calcul de leur future dangerosité. Cette politique jouit d'un grand soutien en Israël, surtout parce que l'État arrive à les justifier assez facilement en termes préventifs. D'autre part, les successifs attentats-suicides à Tel Aviv, Netanya, Haïfa, Hadera et Jérusalem éliminent tout scrupule moral qui aurait pu exister. Bien que pratiqués auparavant à un titre plus sporadique, les assassinats ciblés s'intensifient et deviennent plus récurrents après le début de la Seconde Intifada. Cette nouvelle guerre des pierres commence le 29 septembre 2000, lorsque les forces de sécurité israéliennes pénètrent dans l'enceinte de la mosquée Al Aqsa, à Jérusalem, et tirent contre des Palestiniens après que des pierres eurent été lancées contre des fidèles réunis devant le Mur des lamentations, en contrebas, tuant cinq personnes et déclenchant, en Israël et dans les Territoires occupés, un vaste mouvement de protestation. L'ampleur de ce mouvement s'est ensuite accrue après la diffusion à la télévision de la mort d'un jeune garçon de douze ans, Mohamad El Dirah, tué dans la bande de Gaza. Alors que pendant la Première Intifada, le ratio de Palestiniens tués pour chaque Israélien tué était de 25 pour 1, avec la Seconde Intifada, on arrive à un ratio de 3 pour 1. La réponse israélienne à cette augmentation des attaques palestiniennes létales se fait immédiatement à travers des incursions militaires dans les zones contrôlées par les Palestiniens, l'augmentation de *checkpoints* pour contrôler tous les mouvements des Palestiniens, la réoccupation de la Cisjordanie et une augmentation drastique des assassinats ciblés. La nouveauté durant cette Intifada ne se situait pas dans le recours à la pratique des assassinats ciblés en soi, mais dans la fréquence avec laquelle les Israéliens recourent à cette pratique. Une autre nouveauté se trouve dans les moyens utilisés par Israël pour ses assassinats ciblés, surtout les hélicoptères de combat. C'est justement à cause de l'utilisation massive des assassinats ciblés et de l'implication évidente des forces militaires israéliennes que l'État hébreu a dû admettre son implication de façon beaucoup plus explicite que ce qu'il faisait auparavant. La campagne d'assassinats ciblés qu'Israël lance après le début de cette Intifada introduit non seulement la reconnaissance explicite de l'implication de l'État hébreu, mais aussi son encadrement juridique. En effet, en 2002, Finkelstein, juge de l'IDF établit trois conditions à respecter pour pouvoir réaliser un assassinat ciblé. Avant que les terroristes suspectés ne soient exécutés, l'AP (Autorité palestinienne) doit d'abord ignorer les demandes pour leur arrestation ; ensuite les Israéliens doivent conclure qu'ils n'arriveront pas à arrêter le suspect ; et l'assassinat doit être fait pour prévenir une attaque terroriste imminente ou future et non pour des raisons de vengeance ou de punition. Une autre différence majeure se situe ainsi dans la logique justificative de chaque assassinat : après Munich, il s'agissait de tuer les Palestiniens à cause de ce qu'ils avaient fait ; aujourd'hui, il s'agit de tuer pour empêcher qu'ils ne commettent dans le futur un crime contre l'État hébreu.

En plus de ne pas être très fréquents, avant cette Intifada, les assassinats étaient dirigés contre un nombre limité de cibles, généralement hors des frontières israéliennes. Or, d'après B'tselem<sup>1</sup>, entre 2000 et 2005, les forces de sécurité israéliennes ont tué 203 terroristes palestiniens, ainsi que 114 autres personnes, ce qui montre clairement une intensification de la politique. Par exemple, dans les années 1980, les attaques aux Hezbollah n'étaient pas régulières; les cibles potentielles n'avaient pas besoin de se cacher des frappes israéliennes et quand des membres étaient tués, le Hezbollah avait suffisamment de temps pour les faire remplacer. Récemment, dues aux attaques accélérées israéliennes, les organisations palestiniennes comme le Hamas trouvent beaucoup plus de difficulté à remplacer leurs cadres perdus par des hommes ayant les mêmes qualifications. En plus, comme il a été

---

<sup>1</sup> Organisation non gouvernementale israélienne de défense des droits de l'Homme. Ses objectifs sont d'informer le public israélien et d'alerter les hommes politiques des violations des droits de l'Homme commises dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Cette ONG produit de nombreux rapports utilisés ensuite par d'autres organisations comme Amnesty International et Human Rights Watch. Pour en savoir plus sur cette ONG, voir <http://www.btselem.org/English/> ou <http://en.wikipedia.org/wiki/B'Tselem>

accordé qu'Israël fournirait une liste des cibles recherchées à l'AP (l'Autorité palestinienne), les cibles potentielles perdent beaucoup plus de temps à se protéger, devant constamment changer de localisation, les maintenir secrètes, ce qui rend plus difficile non seulement leur action, comme leur propre communication au sein de leur organisation. Tout ceci explique d'ailleurs que malgré l'augmentation du nombre d'attaques suicides depuis qu'Israël avoue explicitement sa collaboration dans les assassinats ciblés, le nombre d'Israéliens tués lui diminue. Les présumés terroristes se retrouvent dans des situations assez compliquées comme par exemple ne pas pouvoir rendre visite à leurs familles. Rantisi, le successeur de Yassin, a été tué le 17 avril 2004 lorsqu'il a brisé sa routine pour rendre visite à sa famille.

Une autre différence existe. Initialement, Israël visait les leaders opérationnels, comme Salah Shehada (pendant les deux ans précédant sa mort, avait dirigé 52 opérations terroristes contre Israël), tué par une bombe d'une tonne lâchée par un F16 sur son immeuble en 2002, ce qui a constitué tout de même un moment important dans l'escalade de la violence. Avant de décider de le tuer, les officiers israéliens ont demandé son arrestation à l'AP qui a refusé. L'option était alors de le tuer, ce qui n'était pas simple. Selon Moshe Yaalon, chef de l'IDF, les huit premières tentatives ont dû être annulées parce que Shehada était toujours accompagné de sa fille. C'est seulement lorsque le Shin Bet a su qu'il allait se trouver dans cet immeuble sans civil, que l'opération s'est poursuivie. Mais les informations, dont les services de renseignements disposaient, étaient incomplètes : Shehada était encore une fois accompagnée de sa fille, et l'immeuble était occupé. Avec lui, 14 civils, dont sa fille et 8 enfants, ont perdu leur vie. Si initialement c'était plutôt ce genre de leaders opérationnels qui étaient visés, en 2004, Israël commence à attaquer également les dirigeants politiques, dont l'exemple le plus frappant a été l'assassinat du cheik Yassin, le 22 mars 2004, frappé par des missiles tirés depuis des hélicoptères de combat.

## **Assassinats ciblés : évolution des moyens utilisés par Israël janvier 2007**

Une fois la collecte d'informations achevée et selon son contenu, il faut choisir le meilleur moyen de passer à l'acte, étant donné que tout assassinat ciblé doit obéir à trois critères: ne laisser pratiquement aucune preuve de la procédure criminelle; être programmé à distance; ne pas faire de victime israélienne. Au fil du temps, Israël a décidé de minimiser l'utilisation de son personnel dans les assassinats ciblés afin d'éviter soit leur perte soit leur arrestation, qui, dans un cas comme dans l'autre, provoqueraient un scandale médiatique et politique (la tentative abrupte d'assassiner un dirigeant du Hezbollah au sud Liban où 14 officiers et soldats israéliens trouvèrent la mort illustre ce risque ; la collision de deux hélicoptères dont l'équipage était en route pour le Liban pour effectuer une de ces opérations, tuant 73 soldats et officiers le montre également). Plusieurs moyens ont donc été privilégiés pour mener cette politique et au fil du temps, certains seront abandonnés au profit d'autres :

- **Lettres et colis piégés.** Cette technique était surtout utilisée dans les années 1940 en Palestine et à Londres, puis dans les années 1950 et 1960 contre les Égyptiens et les Allemands et à deux reprises en 1972 (contre le directeur du Centre palestinien de recherche à Beyrouth, Sayigh, et contre le porte-parole du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), Sharif ; ils n'ont pas été tués, juste défigurés). Les inconvénients de ces techniques sont nombreux : la bombe peut exploser avant que la lettre ne soit remise à son destinataire ou bien la lettre peut être ouverte par une autre personne. Cette méthode n'est plus très utilisée.

- **Le téléphone fixe.** Il s'agit de faire exploser l'engin après confirmation de l'identité de celui qui répond au téléphone. La première victime de cette méthode a été Mahmoud Al-Hamshari, premier représentant de l'OLP à Paris, localisé par Israël grâce à des collaborateurs et assassiné lorsqu'il a répondu au téléphone.

- **Le téléphone portable.** Le premier cas a été celui de Ayyash en 1996. Grâce à la collaboration d'un intermédiaire qui s'occupait de la maintenance de son portable, 50 grammes d'explosifs ont été placés dans le combiné. Les Israéliens avaient repérés que tous les vendredis Ayyash appelait son père depuis son portable. Ce vendredi là, après la reconnaissance de sa voix, ils ont déclenché l'explosion depuis un hélicoptère qui survolait la zone.

- **Les téléphones publics.** La première victime a été Muhammad Hardan, militant du Jihad islamique, tué le 5 avril 2001. Hardan utilisait les téléphones publics à cause précisément de ce qui était arrivé à Ayyash. Après une période d'intense surveillance, les services israéliens ont été capables de déterminer quand Hardan allait utiliser un certain téléphone public où ils avaient placé une bombe qu'ils ont fait exploser après l'identification de sa voix.

- **La voiture piégée.** Au début, de grande quantité d'explosifs étaient utilisés, la mise à feu se produisant lorsque la victime mettait le contact (par exemple Kanafani tué en 1972 avec 20 kg de TNT). Israël a amélioré cette technique et utilise maintenant de plus petites bombes, placées beaucoup plus habilement, sous le siège du conducteur ou dans l'appui-tête. Une variante importante consiste à placer une bombe dans des voitures en stationnement sur une route utilisée fréquemment par la victime et de l'actionner au moment où la victime passe. Hassan Salameh, organisateur de l'opération de Munich, a ainsi été tué à Beyrouth en 1978 alors qu'il se rendait à sa salle de gymnastique comme il avait l'habitude de le faire. Une unité du Mossad avait loué une maison qui jouxtait celle de Salameh et bordait la route qu'il empruntait. La voiture piégée a explosé alors que celle de Salameh passait, tuant instantanément celui-ci ainsi que ses quatre gardes du corps. L'usage répétitif des voitures piégées a forcé les activistes à renoncer à posséder leur propre voiture ce qui oblige les services secrets à revoir cette méthode. Maintenant, Israël confie à des collaborateurs en qui la victime a toute

confiance le soin de lui prêter une voiture piégée. Ibrahim Bani Odeh est ainsi mort (en 2000) parce qu'il avait emprunté la voiture à un parent qui collaborait avec le Shin Bet.

- D'autres techniques fréquentes sont les **bombes directement posées dans les maisons** des victimes, ou bien l'utilisation d'**armes à feu**, de **raids**, ou encore **l'empoisonnement**. Une autre méthode récente est l'usage croissant des **tireurs embusqués** armés d'un fusil qui observent la victime de loin, puis tirent à une distance d'environ 800 mètres. L'avantage est que l'État n'a pas toujours à en assumer la responsabilité, alors que dans l'usage d'hélicoptères si. À ce sujet, Ariel Sharon expliqua : « parfois nous annoncerons que nous l'avons fait, parfois nous ne l'annoncerons pas. Nous n'avons pas toujours à l'annoncer. »

- Actuellement, Israël utilise encore certaines de ces techniques et d'autres plus évoluées comme des **hélicoptères** Apache et Cobra, capable de tirer des roquettes avec une grande précision. La première utilisation d'hélicoptères arrive en novembre 2000 contre Hussein Ubeiyat, un militant palestinien, à Bethléem. Ces attaques peuvent être menées à grande vitesse, les engins sont très manoeuvrables, utilisables dans n'importe quelle condition météo, ils sont équipés de la vision de nuit et d'un appareillage électronique de contrôle permettant de diriger la roquette après le tir. Encore plus sophistiqués que ça sont les **UAV** (*Unmanned Aerial Vehicles*) ou drones qui sont non seulement utilisés dans la surveillance des suspects étant donné qu'ils peuvent survoler pendant de longues périodes des localisations suspectes et transmettre des images en temps réels aux unités spéciales ou aux hélicoptères de combat, mais qui sont également armés afin d'atteindre les cibles.